ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

PORTANT PROGRAMMATION NATIONALE ET SIMPLIFICATION NORMATIVE DANS
LE SECTEUR ÉCONOMIQUE DE L'ÉNERGIE - (N° 463)

AMENDEMENT

N ° CE361

présenté par

Mme Laernoès, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Voynet, M. Biteau et
M. Tavernier

ARTICLE 3

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste et Social vise à supprimer l'article 3 qui acte la relance de l'énergie nucléaire en maintenant la part du nucléaire dans la production d'électricité à plus de 60 % à l'horizon 2030 et un mix de production d'électricité majoritairement nucléaire à l'horizon 2050 avec la construction d'ici 2050 de 14 EPR2 et de 15 SMR, avec 6 EPR2 supplémentaires en option.

Cette proposition de loi n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact, ni de l'avis du Conseil d'État comme le réclame pourtant toute révision notamment pour éclairer les travaux des parlementaires.

L'industrie nucléaire enchaîne les fiascos techniques et financiers sur le programme EPR, en France et à l'international. La faisabilité technique de la construction de 6 EPR2 est questionnable, sans compter leur coût prévisionnel qui vient d'augmenter de 25 % hors frais financiers ce qui rend financièrement improbable la création de 14 nouveaux réacteurs. Un coût encore largement inconnu puisque le « produit » EPR2 n'est toujours pas connu.

Tous les scénarios de prospective énergétique, ainsi que les groupes de travail constitués par la précédente ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, ont dressé communément un constat clair : le nouveau nucléaire n'entrera pas en service avant 2040, au mieux. Le nucléaire ne peut être une solution pour répondre à l'impératif de décarbonation et d'électrification des usages dans les 15 prochaines années. Il est pourtant indispensable de couvrir nos besoins électriques avant cet horizon, à la fois pour équilibrer le système électrique et répondre à l'urgence climatique. La réduction de la consommation, l'efficacité énergétique et la massification des énergies renouvelables constituent les seuls piliers pour sécuriser rapidement notre avenir énergétique.

De plus, une loi de programmation sur l'énergie et le climat vise un horizon de 10 ans avec une actualisation tous les 5 ans. L'inscription de ces objectifs inatteignables, déconnectés des réalités industrielles d'une filière très fragilisée qui est déjà bien en peine de faire sortir un EPR n'ont donc rien à faire dans ce texte.